

# La Révolte

N°49  
Avril 2019

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus

Le 15 mars dernier, alors que des milliers de lycéens défilaient dans la rue pour le climat, l'Assemblée Nationale votait le report de l'interdiction du glyphosate à 2025. La production et la vente du pesticide devait s'arrêter en 2022. Il n'en sera rien, la décision a été prise lors d'un vote au décompte suivant : 27 voix pour, 3 voix contre et 7 abstentions... En clair, ce produit toxique déjà interdit en Europe continuera à être fabriqué et vendu au reste du monde. Par ailleurs, des dérogations seront possibles pour continuer à produire et vendre après 2025<sup>1</sup>.



Qu'est-ce qui est le plus grave ? Le mépris avec lequel les « représentants du peuple » ignorent les revendications populaires ou le fait qu'une décision de cet ordre soit prise en catimini dans l'indifférence quasi-totale des 577 députés qui sont censés faire la loi ?

Dans la même veine, le Canard nous apprend que l'autorité de sûreté nucléaire, au mépris de la loi, n'avait pas fourni « une information au public transparente et fiable » au sujet de la sécurité dans les centrales nucléaires ces derniers mois<sup>2</sup>. En 2017, 75% du parc nucléaire français était équipé de groupes électrogènes de secours « branlants ». Si ces groupes arrivaient à tomber en panne, les réacteurs deviendraient ingouvernables... Les groupes ont depuis été réparés mais EDF doit encore réparer d'urgence les systèmes de ventilation de 52 des 58 réacteurs français. Dans l'éventualité d'un séisme, nous avons toutes les chances de connaître un Fukushima en France. Mais le gouvernement a décidé de reporter la sortie (à 50%...) du nucléaire de 2025 à 2035 et le débat sur le vieillissement et la prolongation – ou non - de l'exploitation des centrales nucléaires les plus anciennes vient de se clore en toute discrétion<sup>3</sup>...

Et que dire des taxes sur le pétrole que l'on veut faire supporter par les particuliers et qui ne touchent pas les professionnels des transports maritimes et routiers ? Il est vrai qu'il ne faut pas gêner la « mondialisation », c'est-à-dire la délocalisation des usines dans les endroits où la main d'œuvre est la moins chère et où les normes environnementales sont les plus « souples ». Pourtant, est-ce indécent de se demander s'il est vraiment rationnel qu'un Jean parcoure l'équivalent d'un tour du monde avant d'être porté ou que l'on lave et mette en bocaux, en Espagne, des haricots verts français avant de les revendre en France ?

Les préoccupations écologiques font consensus et on le comprendrait à moins, pourtant, dans les faits, les intérêts des grandes entreprises prévalent toujours car il est moins cher de polluer et l'accumulation des profits est le fondement du système capitaliste.

Inutile alors de trop se faire d'illusion : les faits sont têtus. En matière d'écologie comme d'en d'autres, il est impossible de changer quoi que ce soit à l'intérieur du système. Les politiques qui prétendent apporter un projet écologique en France sont des imposteurs ou des naïfs, tout comme ceux qui prétendent défendre une politique sociale. Voilà des décennies que nous les voyons défilé sans d'autres résultats que des déceptions et des trahisons. Il y a urgence et nous n'avons plus de temps à perdre.

<sup>1</sup> « Parlement : exportez ces pesticides que l'on ne saurait voir », Laure EQUY, 24 mars 2019, *Libération*, [https://www.liberation.fr/france/2019/03/24/parlement-exportez-ces-pesticides-que-l-on-ne-saurait-voir\\_1716881](https://www.liberation.fr/france/2019/03/24/parlement-exportez-ces-pesticides-que-l-on-ne-saurait-voir_1716881)

<sup>2</sup> « Une étrange omerta sur plusieurs incidents nucléaires », Hervé LIFFRAN, 27 mars 2019, *Le Canard enchaîné*.

<sup>3</sup> « Nucléaire: le débat qui n'a pas lieu », Jade LINDGAARD, 1 Avril 2019, *Médiapart*, [https://www.mediapart.fr/journal/france/010419/nucleaire-le-debat-qui-n-pas-lieu?page\\_article=2](https://www.mediapart.fr/journal/france/010419/nucleaire-le-debat-qui-n-pas-lieu?page_article=2)

## MAI 2019 : MÉMOIRES DE RESCAPÉS

Le Musée des Beaux Arts de Pau organise un vernissage le 2 mai. En effet du 2 mai au 10 juin a lieu une exposition hommage aux internés du camp de Gurs.

Cette présentation d'œuvres diverses vient donner écho à ce qui s'est dit lors du discours prononcé le 2 avril sur le lieu même de l'ancien camp à Gurs. Monsieur l'Ambassadeur a insisté sur le fait que le Mémorial de la Shoah allait construire un lieu « musée », un lieu de mémoire, où l'on pourra se recueillir ou se remémorer avec la participation de familles d'internés et de rescapés. Il y a eu en effet de multiples catégories de familles, personnes et enfants qui ont eu à en souffrir. Les choses vont évoluer pour que jamais cela ne se reproduise et que les générations futures se souviennent, accèdent aux archives, aux témoignages.

Républicains espagnols, juifs, politiques, homosexuels, nomades ont été contraints au camp de Gurs.

En respect pour leur mémoire.



## Solidarité avec les personnes arrêtés suite à l'opération Étincelle à Turin.

### Quelques sans un.

Pendant ces journées  
On les a compté  
Les anarchistes  
Sur les doigts  
De quelques mains  
Et poings  
Pas trop levés.  
Comme la baleine  
A bosse  
Ils sont une espèce  
En voie de  
Disparition  
Ils disent que  
Le monde  
Coule  
A sa perte.  
Avec dans leurs  
Yeux gris  
Le noir  
De la marée  
Et des mouettes  
Obliques  
Dans des rêves  
En papier  
Et pas grand chose  
D'autre...  
Il faut tout  
Inventer.  
Des villes  
Qui se vivent  
Et des vies  
A peu près  
Saupoudrées  
De soleil  
Avec plein  
De pensées  
Pour tous  
Même les autres  
Partout  
Et  
Tout le temps.

Fly Tox.

Ce sont devenus des faits divers : les milliers de personnes qui meurent chaque année en essayant de traverser des frontières et de rejoindre l'Europe, les expulsions des camps de fortune de Paris à Calais ou les incendies mortels dans les bidonvilles de travailleurs agricoles au sud de l'Italie... Parallèlement, l'Europe dresse des murs extérieurs et intensifie l'enfermement des personnes qui n'ont pas les bons papiers. Une traque sans relâche, que ce soit aux frontières, où les autorités poussent les gens à mourir gelés en traversant à pied les montagnes, ou dans les villes où la militarisation et le harcèlement policier sont devenus le lot quotidien. Et encore, quand ils ne sont pas aidés en-cela par des groupes fascisant de Génération Identitaire ! Dans un monde où la « galère » est quotidienne pour beaucoup, le pouvoir attise la guerre entre pauvres. Pourtant, de nombreux liens de solidarité se nouent aux frontières, dans les villes (ici-même à Pau), ou face aux centres de rétention... De l'exploration de chemins détournés aux rassemblements, en passant par des attaques ciblées contre divers collabos de la machine à expulser, les rencontres se multiplient et la rage s'exprime un peu partout.

En France, début 2019, dans les centres de rétention en région parisienne mais aussi à Rennes, Sète ou Rouen, des retenus se sont opposés aux expulsions ou mis en grève de la faim. À l'extérieur, des personnes se sont solidarisées en relayant les communiqués de l'intérieur, avec des parloirs sauvages au pied des centres de rétention. Depuis de nombreuses années sont menées des luttes contre les frontières, contre la machine à expulser... en solidarité avec les personnes migrantes.

En Italie, à Turin, pendant des années, la lutte contre les centres de rétention s'est construite autour d'échanges entre les retenus et les personnes solidaires. En 2015, le centre de rétention est presque entièrement détruit par une révolte qui a embrasé la plupart de ses bâtiments, diminuant la capacité d'enfermement du centre de 200 à 20 prisonniers. Face à cette situation, l'État se prépare à le reconstruire et publie des appels d'offre. Dehors, les personnes solidaires décident de prendre le relais des luttes des retenus et s'organisent pour bloquer les entreprises qui participent à cette reconstruction. Très vite, d'autres responsables de la machine à expulser sont identifiés, tels que la Poste, qui organise les expulsions au moyen de sa filiale Mistral Air, et Gepso (qui déclare comme valeur « l'humain au cœur de notre action »), filiale de la multinationale Cofely (Engie), qui gère plusieurs centres de rétention en Italie. Entre 2015 et 2018, de nombreux blocages et actions ont lieu dans toute l'Italie contre ces entreprises collabos, amenant certaines d'entre elles à renoncer à participer aux nouveaux appels d'offre.

Le 7 février dernier, six personnes sont arrêtées et incarcérées au cours d'une opération de police\* (« l'opération étincelle ») comprenant également l'expulsion de l'Asilo Occupato. Ces personnes sont accusées d'association de malfaiteurs à visée subversive pour la lutte contre les centres de rétention, et en particulier de certaines actions et attaques contre des responsables de la machine à expulser en Italie. Occupé depuis 1995, l'Asilo est un lieu d'habitation mais surtout un lieu d'organisation pour les luttes qui agitent le quartier et même un peu plus loin : contre les expulsions de logement, contre les centres de rétention et les rafles, contre la taule, la construction du TAV (TGV Lyon-Turin), nombreuses ont été les occasions de rencontres et de discussions. Son expulsion, bien loin de mettre fin à ces luttes, a donné lieu à de belles démonstrations de solidarité : derrière la banderole « Ils font la guerre aux pauvres et l'appellent rénovation urbaine », le samedi 9 février, une manifestation de plus d'un millier de personnes part du centre de Turin et se dirige vers le quartier de l'Asilo. La manifestation est offensive et déterminée, mais les anti-émeutes bloquent tous les ponts qui séparent le quartier du centre et en interdisent ainsi l'accès. La manif se replie vers un autre quartier et continue son chemin derrière des barricades enflammées. Suite aux affrontements entre militants anarchistes et policiers, on dénombre 23 militants anarchistes arrêtés.

Dans différentes villes d'Italie, en Grèce ou encore au Mexique, des manifestations, rassemblements et actions de solidarité avec les personnes incarcérées, contre les centres de rétention et des actions contre les collabos de la machine à expulser se multiplient. Le 30 Mars, 1500 personnes défilent en plusieurs cortèges à Turin dans un centre-ville bloqué et semi-désert, en solidarité.

*\*Dès le début de matinée, Chiara Appendino, maire de Turin, s'est félicitée de l'expulsion sur les réseaux sociaux. Son parti, le Mouvement 5 Étoiles, fondé en 2009 a dès ses débuts surfé sur la vague du populisme, se déclarant NoTav, prônant un revenu universel et la participation citoyenne, tout en proposant la fermeture des centres de rétention et l'expulsion immédiate des personnes sans papiers. Aujourd'hui au gouvernement en coalition avec la Ligue du Nord depuis mai dernier, il montre une nouvelle fois son vrai visage : celui des expulsions de sans-papiers, celui du décret Salvini, ramassé de mesures contre l'immigration et sur la sécurité, et enfin celui des expulsions des maisons occupées.*

Sources : <https://fr.squat.net/>

Patou



**UN 1<sup>ER</sup> MAI EN ROUGE ET NOIR**

• **10H30 : CORTÈGE ANARCHO-SYNDICALISTE AU CŒUR DE LA MANIF.**

• **A L'ISSUE DU CORTÈGE : APÉRO/ REPAS SALLE PAUL DOUMER (DERRIÈRE LA CASERNE BERNADOTTE) - ALLÉE DU GRAND TOUR - 64 000 PAU.**

• **16H00 : CONCERT BATTERIE/GUITARE AVEC GRADE.**

TOTAL COURTESY ANARCHO  
COMMUNISTE  
S. Tour de Neuf - 64 000 Pau

### LE 1er MAI : SYMBOLE D'UNE ÈRE NOUVELLE DANS LA VIE ET LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Texte de 1928, toujours d'actualité aujourd'hui.

La journée du premier Mai est considérée dans le monde socialiste comme la fête du Travail. C'est une fausse définition du 1er Mai qui a tellement pénétré la vie des travailleurs qu'effectivement dans beaucoup de pays, ils le célèbrent ainsi. En fait, le premier mai n'est pas un jour de fête pour les travailleurs. Non, les travailleurs ne doivent pas, ce jour-là rester dans leurs ateliers ou dans les champs. Ce jour-là, les travailleurs de tous pays doivent se réunir dans chaque village, dans chaque ville, pour organiser des réunions de masse, non pour fêter ce jour ainsi que le conçoivent les socialistes étatistes et en particulier les bolcheviks, mais pour faire le compte de leurs forces, pour déterminer les possibilités de lutte directe contre l'ordre pourri, lâche esclavagiste, fondé sur la violence et le mensonge. En ce jour historique déjà institué, il est plus facile à tous les travailleurs de se rassembler et plus commode de manifester leur volonté collective, ainsi que de discuter en commun de tout ce qui concerne les questions essentielles du présent et de l'avenir. Il y a plus de quarante ans les travailleurs américains de Chicago et des environs se rassemblaient le premier Mai. Ils écoutèrent là des discours de nombreux orateurs socialistes, et plus particulièrement ceux des orateurs anarchistes, car ils assimilaient parfaitement les idées libertaires et se mettaient franchement du côté des anarchistes. Les travailleurs américains tentèrent ce jour-là, en s'organisant, d'exprimer leur protestation contre l'infâme ordre de l'Etat et du Capital des possédants. C'est sur cela qu'interviennent les libertaires américains Spiess, Parsons et d'autres. C'est alors que ce meeting fut interrompu par des provocations de mercenaires du Capital et s'acheva par le massacre de travailleurs désarmés, suivi de l'arrestation et de l'assassinat de Spiess, Parsons et d'autres camarades. Les travailleurs de Chicago et des environs ne se rassemblaient pas pour fêter la journée du premier Mai. Ils s'étaient rassemblés pour résoudre en commun les problèmes de leur vie et de leurs luttes.

Actuellement aussi, partout où les travailleurs se sont libérés de la tutelle de la bourgeoisie et de la social-démocratie liée à elle (indifféremment menchevique ou bolchevique) ou bien tentent de le faire, ils considèrent le 1er Mai comme l'occasion d'une rencontre pour s'occuper de leurs affaires directes et se préoccuper de leur émancipation. Ils expriment, à travers ces aspirations, leur solidarité et leur estime à l'égard de la mémoire des martyrs de Chicago. Ils sentent donc que cela ne peut être pour eux un jour de fête. Ainsi, le premier Mai, en dépit des affirmations des «socialistes professionnels» tendant à le présenter comme la fête du travail, ne peut pas l'être pour les travailleurs conscients.

Le premier Mai, c'est le symbole d'une ère nouvelle dans la vie et la lutte des travailleurs, une ère qui présente chaque année pour les travailleurs, de nouvelles, de plus en plus difficiles, et décisives batailles contre la bourgeoisie, pour la liberté et l'indépendance qui leur sont arrachées, pour leur idéal social.

Nestor Makhno

Ta révolte sur notre blog:  
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>